

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
 GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 1154^e
 SÉANCE

Vendredi 24 novembre 1967,
 à 11 heures



NEW YORK

SOMMAIRE

Point 38 de l'ordre du jour:	Page
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement (suite). . . .	255

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
 (Pérou).

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement (suite*) [A/6703/Add.1, chap. I; A/6714, A/6879, A/6904, A/C.2/237, A/C.2/239]

1. M. BOUTEFLIKA (Algérie) déclare que la réunion ministérielle du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement qui eut lieu à Alger en octobre 1967 a permis de mettre en relief la détermination unanime des pays du tiers monde à préparer les conditions propres à l'instauration d'un dialogue véritable avec les pays industrialisés, pour que la communauté internationale prenne enfin les mesures urgentes qu'exige la situation intolérable des deux tiers de ses membres. A cette réunion, les pays participants auraient pu dresser à l'encontre des pays nantis un procès-verbal de carence; ils ont préféré formuler des recommandations de caractère positif, qui sont contenues dans la "Charte d'Alger des pays en voie de développement" (A/C.2/237), document qui constitue une invitation à la coopération universelle dans la lutte contre le sous-développement économique. Ces pays sont animés par l'espoir d'arriver à élaborer une stratégie globale du développement, espoir qui ne doit pas être déçu comme il l'a été après la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et au cours de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Il s'agit de passer résolument à l'action pour prendre de vitesse le fléau du sous-développement.

2. Le développement économique est lié d'une manière irréversible au commerce international. Les principes de cette relation ont été énoncés. Malheureusement, il faut constater que la volonté de les mettre en œuvre manque précisément chez les pays détenteurs des ressources les plus vastes. Cependant, à Alger, les pays du tiers monde ont écarté unanimement la tentation de céder à un mouvement de révolte contre cet état de choses. Leurs regards se tournent maintenant vers la deuxième session de la CNUCED qui aura lieu à New Delhi, déterminés qu'ils sont à faire de cette deuxième session une

étape décisive dans l'effort de redressement. Dans ce contexte, le bureau de la réunion ministérielle a pour tâche de faire connaître les intentions et les espoirs des soixante-dix-sept pays en voie de développement à l'Organisation des Nations Unies. L'incapacité d'agir dans laquelle se trouve l'Organisation, face aux dangers inhérents à la situation internationale, constitue le diagnostic le plus irréfutable de la précarité de l'ordre actuel et de la gravité des risques supplémentaires dus à l'accentuation du sous-développement. Il ne tient pourtant qu'à certains tenants de cet ordre que l'ONU soit plus universelle et plus efficace. Malheureusement, on doit constater que le colonialisme des siècles passés n'a pas fini d'agoniser et que de nouvelles formes de domination apparaissent, qui visent à perpétuer l'état de sujétion et d'exploitation dans les vastes régions où règnent la misère, la maladie et l'ignorance. Les effets de la politique impérialiste se font sentir aussi bien au Viet-Nam et au Moyen-Orient qu'en Afrique, où des millions d'hommes continuent à être asservis par des minorités racistes. Devant cette situation, on ne peut que s'affliger de l'indifférence de certains pays développés, qui n'hésitent pas à engager des moyens gigantesques dès qu'il s'agit de protéger leurs intérêts, mais qui prétextent leur manque de ressources quand il est question de contribuer à la tâche du développement. En fait, le problème n'est pas un problème de moyens; il s'agit surtout de la nécessité de faire un choix et de s'engager délibérément dans une certaine voie.

3. Il est inadmissible que près de 200 milliards de dollars soient consacrés annuellement aux dépenses d'armement, alors que les transferts nets de capitaux des pays riches vers les pays pauvres n'atteignent pas 10 milliards de dollars et que les transferts de fonds publics plafonnent autour de 6 milliards de dollars, en dépit des besoins grandissants du développement économique. L'accroissement annuel moyen du revenu par habitant est 30 fois plus faible dans les pays en voie de développement que dans les pays développés et le pouvoir d'achat des pays du tiers monde diminue au rythme de 2 milliards et demi de dollars par an, tandis qu'augmente sans cesse le volume de la dette publique extérieure — qui atteint actuellement 40 milliards de dollars —, à tel point qu'il est à craindre que, d'ici à 1970, son fardeau n'égale le volume des transferts nets de ressources et que l'aide ne finisse ainsi par s'annuler purement et simplement. La part du tiers monde dans le commerce mondial est passée de 27 p. 100 en 1953 à moins de 20 p. 100 en 1966. En ce qui concerne les exportations de produits manufacturés, l'augmentation dans ce secteur n'a été, entre 1954 et 1966, que de 3 milliards de dollars pour les pays en voie de développement, alors qu'elle a atteint 10 milliards de dollars pour les pays socialistes d'Europe orientale et 65 milliards pour les

*Reprise des débats de la 1146^{ème} séance.

pays occidentaux. Ces chiffres prennent une signification encore plus alarmante lorsqu'on pense aux risques qu'engendre la misère, et dont les tensions actuelles fournissent une illustration quotidienne.

4. C'est à une révision fondamentale de leurs politiques en matière de coopération internationale que la réunion ministérielle d'Alger a voulu convier les pays nantis, et spécialement les plus puissants d'entre eux. Les pays en voie de développement l'avaient d'ailleurs déjà fait en 1964, lors de la première session de la CNUCED; à cette occasion, ils avaient cependant accepté les recommandations, souvent insatisfaisantes pour eux, de la Conférence^{1/}, convaincus que les résultats de cette dernière allaient être le prélude à une action d'ensemble beaucoup plus vaste. Or, l'adoption de ces recommandations ne semble pas avoir permis, comme ils l'avaient espéré, de renverser les tendances défavorables de leurs termes de l'échange ou d'obtenir une assistance accrue dans les domaines financier et technique.

5. En ce qui concerne les exportations de produits primaires, M. Bouteflika constate que les pays développés, qui vendent leurs propres produits primaires aux pays en voie de développement à des prix supérieurs de 10 p. 100 à ceux de 1958, continuent d'acheter chez eux à des cours inférieurs de 7 p. 100 à ceux de cette même année. Depuis 1954, les pays développés ont refusé de négocier ne fût-ce qu'un seul accord nouveau sur des produits primaires essentiels tels que le cacao, le sucre et le caoutchouc; ils n'ont cependant pas éprouvé les mêmes difficultés pour la conclusion d'un accord sur le blé, réalisé à leur avantage. Ces mêmes pays continuent par ailleurs de maintenir et de renforcer des mesures protectionnistes sévères à l'encontre des exportations des pays en voie de développement; des mesures analogues frappent encore davantage les produits que ces derniers fabriquent à partir de leurs matières premières.

6. La situation est tout aussi sombre dans le domaine de l'assistance financière au développement. Ici encore, les objectifs à atteindre ont été fixés, mais ce qui a manqué jusqu'à présent, c'est la volonté de les poursuivre. C'est ainsi qu'il avait été décidé de fixer à 1 p. 100 du revenu national brut la part que les pays développés devaient consacrer à l'aide au développement^{2/}. Or, les transferts effectifs de ressources financières des pays développés vers les pays en voie de développement, qui, en 1961, représentaient 0,82 p. 100 du produit national brut des premiers, ne constituaient plus, en 1966, que 0,67 p. 100 de ce produit. D'autre part, l'aide multilatérale cède de plus en plus le pas à l'aide bilatérale liée, et les dons sont remplacés par des prêts. La paralysie qui frappe actuellement l'Association internationale de développement (AID) est l'illustration la plus frappante de ces tendances.

7. L'intégration régionale des pays développés est en soi un progrès; cependant, force est de constater qu'elle oppose des obstacles encore plus grands au commerce des pays en voie de développement. Dans le même ordre d'idées, la conclusion des négociations

Kennedy a consacré une certaine rupture entre pays riches et pays pauvres, à l'avantage des premiers. D'une façon générale, on parvient à la conclusion qu'un seul facteur est à l'origine des divers échecs enregistrés au cours des dernières années par les pays en voie de développement, à savoir le refus de s'engager des pays qui en ont amplement les moyens, mais qui n'ont pas foi dans le rôle nouveau qu'il leur est demandé d'assumer. La déception des pays en voie de développement risque de s'étendre à de nouveaux organismes tels que le Fonds d'équipement des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, qui manquent des ressources nécessaires pour pouvoir s'acquitter de leur tâche.

8. Cependant, malgré ces revers, les pays en voie de développement continuent sans se lasser de préconiser un effort d'ensemble en vue de corriger l'évolution défavorable de leurs rapports économiques avec les pays industrialisés, et cela sans nullement chercher à esquiver leurs responsabilités légitimes. Prêchant par l'exemple, ils ont en outre entrepris des efforts d'intégration économique régionale et sous-régionale. Leurs efforts se sont également déployés au sein du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement en vue de trouver des solutions pratiques aux problèmes du sous-développement; ils ont bénéficié à cet égard de la collaboration du secrétariat de la CNUCED. En ce qui concerne cette organisation, il convient de se féliciter du rôle qu'elle joue dans les divers domaines de la coopération internationale; son action est à la base des espoirs que le tiers monde nourrit à l'égard de la deuxième session de la CNUCED. C'est d'ailleurs en prévision de cette rencontre que la réunion ministérielle des soixante-dix-sept pays en voie de développement a adopté la Charte d'Alger, qui constitue une synthèse de trois documents élaborés par les pays en voie de développement, en Asie, en Amérique latine et en Afrique (voir A/C.2/237).

9. La Charte d'Alger marque le début d'une ère nouvelle dans les relations économiques internationales. Sur le plan pratique, elle aboutit à un programme d'action simple, réalisable, et donc susceptible de donner son contenu véritable à la notion de coopération internationale. Le programme d'action exposé dans la Charte d'Alger élaborée par le groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement porte sur les trois principaux secteurs nécessitant une action internationale immédiate, celui des produits de base, celui des produits manufacturés et celui du financement du développement.

10. Pour ce qui est des produits de base, la Charte d'Alger fait appel à la coopération et à la négociation en vue d'aboutir rapidement à des accords qui n'ont pu être conclus jusqu'ici, notamment, avant la fin de 1967, sur le cacao et, au début de 1968, sur le sucre. Quant aux stocks régulateurs, on a recommandé, en vue de stabiliser les marchés des produits primaires, un préfinancement par les institutions internationales et les pays développés, suivi d'un financement régulier par les pays exportateurs et les pays consommateurs. Des mesures sont en outre recommandées pour augmenter et stabiliser les prix à l'exportation. Dans le domaine des restrictions au

^{1/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

^{2/} *Ibid.*, annexe A.IV.2.

commerce, un effort urgent est demandé aux pays développés qui les pratiquent, en vue de leur élimination progressive.

11. Le désir d'expansion des exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement se justifie par le dynamisme que connaît ce secteur et la contribution décisive de l'industrialisation à toute politique de développement. Il est nécessaire, pour assurer une répartition équitable des fruits de cette expansion, d'instituer des traitements préférentiels par rapport aux produits des pays développés. Pour qu'il puisse avoir toute sa portée, le système de préférences qu'il faut souhaiter voir adopter par la CNUCED à sa deuxième session à New Delhi devra se conjuguer avec des mesures de libéralisation et de promotion du commerce des produits transformés des pays en voie de développement.

12. Commerce et assistance ne pouvant être séparés dans le processus du développement, l'apport extérieur continuera à faire partie intégrante des programmes de développement des pays du tiers monde. La Charte d'Alger préconise un rôle accru du secteur public pour atteindre l'objectif accepté d'une contribution des pays riches égale à 1 p. 100 de leur revenu national brut. Elle demande également l'uniformisation de toutes les normes de prêts aux conditions de l'AID, avec création, à cet effet, d'un fonds multilatéral de péréquation des intérêts, ainsi que des mesures de refinancement des prêts et la consolidation de la dette extérieure à des conditions libérales. Quant à la question de la réforme monétaire internationale, les pays en voie de développement ne la conçoivent que liée à la question du financement du développement.

13. Les auteurs de la Charte d'Alger n'ont pas oublié les graves préoccupations qu'inspirent aux pays en voie de développement les réglementations actuelles des transports maritimes, des taux de fret et des assurances. La compétence de la CNUCED doit être pleinement réaffirmée à cet égard. La Charte d'Alger affirme encore que non seulement les groupements des pays développés devraient s'abstenir d'exercer une discrimination à l'encontre des produits du tiers monde, mais qu'ils devraient aussi favoriser une diversification de la production de ces pays en rendant leurs techniques et leurs brevets plus accessibles à ces pays. Toutefois, l'assistance extérieure ne doit être conçue et acceptée que comme une force d'appoint susceptible d'accélérer le processus de transition vers la condition de pays développé. Aussi les pays en voie de développement ont-ils pris conscience à Alger de la nécessité de consolider leurs liens de solidarité, ainsi que de celle d'intensifier l'expansion des échanges et la coopération économique entre eux comme élément majeur d'une stratégie globale de leur développement. Cette solidarité se manifeste en particulier à l'égard de ceux des pays du tiers monde qui, étant moins avancés économiquement, risquent de ne pouvoir participer pleinement aux avantages de la coopération et de la nouvelle division internationale du travail. C'est dans cet esprit qu'a été envisagée l'institution d'une coordination accrue des travaux futurs des pays en voie de développement.

14. Le représentant de l'Algérie déclare que la Charte d'Alger constitue un document de base destiné

à inspirer, pour leur orientation et leur action, les organisations internationales et régionales ainsi que les gouvernements eux-mêmes, et forme l'espoir qu'une étude détaillée en sera faite avant la deuxième session de la CNUCED. Il termine en disant que, les responsabilités étant maintenant situées, il s'agit d'instaurer une coopération internationale réelle qui mette fin à tous les rapports d'exploitation et d'oppression, et d'établir de nouvelles priorités où les ressources immenses du monde libèrent et servent l'homme au lieu de l'enchaîner et de l'asservir.

15. M. STANOVNIK (Yougoslavie) dit que la Charte d'Alger (A/C.2/237) vise à établir un programme d'action commun en vue du développement économique mondial: premièrement, examinant les tendances économiques et l'évolution enregistrée en ce qui concerne la mise en vigueur des politiques adoptées lors de la première session de la CNUCED, elle analyse la situation actuelle; deuxièmement, tenant compte des possibilités sur les plans technique et politique, elle propose une série de mesures en vue d'une action réaliste et pratique; troisièmement, consciente du fait que l'action immédiate ne peut être qu'une phase de la politique à long terme du développement, elle prévoit l'étude d'autres domaines d'action.

16. S'inspirant des travaux préparatoires effectués par des groupes régionaux, les recommandations pratiques qu'elle contient reposent sur plusieurs prémisses d'une stratégie globale du développement. La coopération au développement n'est pas un acte de charité, mais un instrument du progrès mondial général, qui ne connaît ni donateurs ni bénéficiaires, mais des partenaires égaux, conscients de leur interdépendance mutuelle. Les pays en voie de développement réaffirment leur conviction que leur développement économique dépend essentiellement d'eux-mêmes et ils se déclarent résolus à s'aider mutuellement dans leurs efforts à cette fin. Cependant, il convient que les pays privilégiés prennent l'initiative et encouragent ainsi les efforts nationaux des membres moins favorisés de la communauté internationale. La Charte d'Alger reconnaît par ailleurs que les mesures isolées ne suffisent pas et qu'une politique synchronisée à l'échelon international s'impose. Les mesures doivent être orientées vers un objectif clairement défini répondant à un certain ordre de priorité. Elles doivent, par conséquent, être convergentes; d'autre part, elles doivent tendre à assurer une répartition équitable des avantages qu'elles entraînent et, de ce fait, être complémentaires.

17. C'est également dans cette optique qu'il faut envisager le commerce et l'aide, instruments indispensables et fondamentaux d'une seule stratégie internationale du développement, le but étant une nouvelle intégration économique mondiale à réaliser par le développement économique général. Toutefois, l'évolution des termes de l'échange n'aboutit pas automatiquement à une intégration économique plus poussée de pays à des stades différents de développement économique: les transferts de capitaux doivent inévitablement jouer un rôle important dans ce sens.

18. La Charte n'énonce pas en termes quantitatifs les objectifs sectoriels de son plan stratégique implicite. C'est là une tâche qu'elle laisse à la deuxième

session de la CNUCED qui disposera de projections plus complètes. Cependant, les grandes lignes de ces objectifs se dégagent clairement: il s'agit notamment pour les pays développés de réserver une part substantielle de tout accroissement de leur demande intérieure de produits primaires à la production des pays en voie de développement, ce qui permettrait d'élargir l'accès aux marchés sans devoir procéder à des ajustements structurels internes, voire de relever le niveau de vie des pays développés grâce à l'importation des produits de producteurs mondiaux pratiquant des prix plus bas. En ce qui concerne les exportations des produits manufacturés des pays en voie de développement, la Charte préconise de les doubler d'ici à 1970. Quant aux objectifs en matière d'aide financière, ils ont déjà été définis au cours de la première session de la CNUCED, encore que la réunion ministérielle ait estimé nécessaire de préciser certaines notions de mesure. Disposant de projections complètes de l'analyse du déficit commercial, la deuxième session de la CNUCED pourra mener sur ces différents points des négociations d'un caractère plus concret.

19. Les objectifs quantitatifs visés ne peuvent être atteints que grâce à de nouveaux programmes et mesures s'inspirant de principes de coopération harmonisés. La Charte d'Alger va plus loin que de constater la nécessité d'une nouvelle division internationale du travail et propose une série de mesures modestes, mais d'application pratique, susceptibles de conduire progressivement aux objectifs adoptés. Elle préconise fermement une stratégie à long terme. Or une stratégie du développement exige l'établissement d'un certain ordre de priorités. A cet égard, la Charte reconnaît implicitement certains "points de cristallisation", ce qui, toutefois, ne sous-entend aucune limitation de l'ordre du jour de la deuxième session de la CNUCED.

20. Les problèmes des produits de base occupent naturellement une place prioritaire dans le programme d'action esquissé dans la Charte d'Alger, 85 p. 100 environ du total des exportations des pays en voie de développement portant sur ces produits. La part de ceux-ci dans les exportations mondiales est en déclin. Quant à leurs cours, ils ont enregistré un fléchissement de l'ordre de 1 p. 100 depuis 1958, tandis que les prix des produits manufacturés augmentaient de 9 p. 100. Les prix des produits de base exportés des pays industriels ont augmenté de 9 p. 100 au cours de la même période, tandis que ceux des produits de base exportés des pays en voie de développement ont diminué de 8 p. 100. C'est là un paradoxe qui s'explique par le jeu de certains facteurs économiques (avant tout la faible élasticité-revenu de la demande dans les pays développés pour nombre de ces produits), technologiques (le rôle sans cesse croissant des produits synthétiques et de remplacement) et de politique économique (par exemple, la politique agricole protectionniste des pays développés). La Charte esquisse des mesures pratiques en vue d'une solution progressive du problème des produits primaires grâce à la fois à l'élargissement de l'accès aux marchés et à l'organisation de ceux-ci. L'instrument essentiel dans ce domaine doit être l'accord par produit, compte tenu du fait qu'une solution durable du problème ne peut découler uniquement

de restrictions à la production. A cet égard, le mécanisme des stocks régulateurs est un instrument souple, surtout s'il est accompagné par des programmes de diversification de la production et par une politique des prix visant non seulement à la stabilisation, mais tenant également compte de la nécessité pour les pays producteurs de développer leur économie. Parallèlement, il est indispensable que les pays développés adoptent des mesures en vue de décourager les productions non rentables qui concurrencent les productions des pays en voie de développement. En ce qui concerne les taxes intérieures et les droits fiscaux prélevés sur les produits primaires des pays en voie de développement, il ne fait aucun doute qu'ils entraînent l'accroissement des prix de détail, une contraction de la demande et des importations, une réduction du prix à l'exportation et, partant, des recettes totales d'exportation des pays en voie de développement. Ces prix plus élevés entraînent en outre une augmentation des salaires et des coûts de production et influent sur le prix des produits manufacturés. Le remboursement de ces droits et taxes est donc le moins que l'on puisse faire pour arrêter ce mouvement. Enfin, il importe de ne pas perdre de vue les aspects purement humains du problème et de se rappeler que l'existence même des producteurs et de leurs familles dépend des cours des produits primaires.

21. Pendant la décennie écoulée, le taux d'accroissement des exportations des produits manufacturés a été deux fois plus élevé que celui des produits primaires. De 1955 à 1965, les pays en voie de développement ont augmenté leurs exportations de ces produits à un rythme annuel de 7,7 p. 100, ce qui n'a pas pour autant amélioré leur part dans les exportations mondiales, qui est passée de 6,6 p. 100 en 1955 à 5,8 p. 100 en 1965. Si l'on veut instituer une nouvelle division internationale du travail, les pays en voie de développement ne peuvent se contenter de marquer le pas. La proposition d'établir un système général de préférences, non discriminatoire et non réciproque, soulève peut-être certains problèmes de sémantique. En fait, il ne s'agit pas d'accorder des privilèges à certains et, implicitement, d'adopter des mesures discriminatoires vis-à-vis de certains autres. La Charte d'Alger reconnaît le principe du recours à des clauses de sauvegarde, qui permettraient à certains pays industrialisés de limiter le volume des marchandises qui seraient importées en franchise ou à des taux préférentiels. Par ailleurs, les pays en voie de développement se sont mis d'accord sur la suspension des préférences existantes, ainsi que sur la nécessité, pour les pays les moins avancés, de profiter du nouveau système préférentiel.

22. En ce qui concerne les mesures visant à libéraliser davantage le commerce, il convient de se pencher tout particulièrement sur le problème de la perturbation des marchés, trop souvent invoqué comme prétexte pour imposer des restrictions quantitatives aux importations provenant des pays en voie de développement. La Charte d'Alger met l'accent sur la diversification géographique des exportations de produits manufacturés originaires des pays en voie de développement et, notamment, sur l'intensification des échanges avec les pays socialistes. La réunion ministérielle s'est inquiétée, à cet égard, du faible

taux d'accroissement enregistré en 1966 par les exportations des pays en voie de développement vers ces pays. Néanmoins, il serait faux de conclure que cette décélération est la résultante d'un accroissement des échanges entre pays socialistes et pays industrialisés. Au contraire, l'expansion des échanges entre ces groupes de pays doit être considérée, tant pour l'Est que pour l'Ouest, comme une source d'un développement économique plus dynamique, qui, à son tour, renforcera la demande d'importations en provenance des pays en voie de développement. C'est dans cette optique qu'il faut envisager les recommandations de la Charte d'Alger concernant le niveau des prix, l'abolition des droits de douane, etc.

23. Force est malheureusement de constater que l'importation de biens a progressé à un taux considérablement plus élevé que le courant des ressources financières vers les pays en voie de développement. Aussi les pays en voie de développement estiment-ils, dans la Charte, que chaque pays développé devrait atteindre l'objectif d'un courant net de capitaux représentant au moins 1 p. 100 de son produit national brut, ce pourcentage étant calculé sur la base des dépenses effectivement engagées, et que la différence éventuelle soit couverte chaque année au moyen de transferts publics additionnels. Toutefois, à cet égard, il faut tenir compte des efforts faits par certains pays industrialisés, comme le Danemark, les Pays-Bas et le Canada, en vue d'atteindre l'objectif adopté. La Charte d'Alger préconise que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) soit transformée en banque de développement à l'usage exclusif des pays en voie de développement. En pratique, ce souhait est déjà réalisé dans une large mesure. On peut donc l'interpréter comme une preuve que les pays en voie de développement reconnaissent la BIRD comme l'institution principale en matière de financement du développement, attitude que renforce l'appui, assorti de quelques réserves, apporté au plan de financement supplémentaire auquel la Banque a consacré une étude^{3/}.

24. Au cours de la réunion ministérielle, on s'est préoccupé particulièrement des conditions et modalités du financement du développement et la Charte d'Alger prévoit à cet égard qu'au-delà d'une date qui serait fixée à l'échelon international, tous les prêts au développement devraient être consentis aux conditions que l'AID accorde actuellement. Ce problème est grave en raison surtout de l'état d'endettement actuel des pays en voie de développement, le total de leur dette publique étant actuellement supérieur à 40 milliards de dollars, tandis que les intérêts et les amortissements s'élèvent à plus de 4 milliards de dollars. La Charte d'Alger recommande à cet égard la consolidation des dettes extérieures en obligations à long terme et à faibles taux d'intérêt, ainsi que des mesures rapides afin de permettre le refinancement et la fixation de nouvelles échéances.

25. Maintenant qu'un accord a été réalisé sur un plan de création d'une nouvelle forme de réserves monétaires internationales dans le cadre du Fonds moné-

taire international, il conviendrait d'en examiner les incidences sur le courant de l'aide vers les pays en voie de développement. C'est pourquoi, dans la Charte d'Alger, ceux-ci réitèrent leur demande d'établir une relation entre le financement du développement et la création de liquidités supplémentaires, mesure indispensable si l'on veut atteindre l'objectif réel visé par la création de nouvelles liquidités, à savoir l'expansion de l'économie mondiale. On pourrait également adopter une convention prévoyant de faire accompagner la mise en œuvre du nouveau plan par des contributions volontaires à l'AID.

26. A Alger, les pays en voie de développement ont également réaffirmé la compétence de la CNUCED en matière de transports maritimes, cet organe étant le premier à s'occuper des aspects économiques des transports maritimes mondiaux dans leur ensemble et dans leurs rapports avec le développement des pays du tiers monde; pour ces derniers, les questions du niveau et de la structure des taux de fret et des pratiques des conférences maritimes, notamment, revêtent une importance toute particulière. Ils insistent sur une nouvelle étude des taux de fret propre à favoriser la coopération grâce à une évaluation objective des incidences de l'organisation et des prix actuels des services maritimes sur les échanges et les paiements internationaux; ils estiment les taux de fret discriminatoires à leur égard et ils réclament le droit de participer, sur un pied d'égalité avec les pays développés, à toute conférence de fixation des taux de fret.

27. Les échanges entre pays en voie de développement ne représentent qu'un cinquième de leurs exportations totales. La libéralisation des échanges n'est pas suffisante pour réaliser la coopération économique entre ces pays: il faut une coopération plus large, notamment en matière d'industrialisation et de planification des investissements. Aussi la Charte d'Alger recommande-t-elle aux pays en voie de développement une série de mesures visant à favoriser la coopération mutuelle tant à l'échelon régional qu'à l'échelon intercontinental. Certes, semblables efforts peuvent stimuler des économies d'échelle, mais ils ne peuvent remplacer les échanges avec les pays industrialisés, qui seuls peuvent permettre l'acquisition des biens d'investissement nécessaires et ouvrir la voie au progrès technique.

28. Dans la Charte d'Alger, on souligne très précisément la situation et les besoins des pays les moins développés, encore qu'on n'ait pas estimé opportun d'y donner une définition générale de ces pays. Si l'on examine l'Atlas du produit par habitant et de la population publié par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, on constate que 105 pays ont un produit par habitant égal ou inférieur à 650 dollars et que 36 d'entre eux ont un produit par habitant de 100 dollars ou moins. Certes, cet élément ne peut pas servir de seul étalon, la situation économique de la plupart de ces pays les moins développés pouvant s'expliquer en grande partie par leur exiguïté ou leur faible population. Dans beaucoup de ces pays, la valeur des exportations par habitant est très basse et il ne leur est guère possible d'améliorer leur situation grâce au commerce. De plus, on peut encore constater que ce sont ces pays qui reçoivent, par habitant, le moins d'aide financière extérieure.

^{3/} Etude sur les mesures financières supplémentaires demandée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 1964 (Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Washington [D. C.], décembre 1965).

En fait, ce problème n'ayant pas encore été suffisamment examiné dans le cadre de la CNUCED, la réunion ministérielle d'Alger n'a pu définir les mesures précises qu'elle recommanderait à la CNUCED d'adopter, mais elle a décidé de créer un groupe de travail spécial qui sera chargé de l'élaboration de telles mesures.

29. Les pays en voie de développement sont très conscients de la gravité de l'avertissement que lance le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport annuel sur les travaux de l'Organisation présenté à l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session (A/6701/Add.1). La conscience d'un danger commun les a rapprochés en un groupe monolithique, animé d'un esprit positif de coopération. Ils se rendent parfaitement compte qu'ils ne peuvent résoudre leurs problèmes que dans le cadre du progrès mondial général, mais se demandent si tous les membres de la communauté mondiale en sont aussi conscients. La Charte d'Alger représente un effort véritable en vue de résoudre le problème fondamental de la communauté mondiale par une évolution pacifique. Elle expose clairement la position des pays en voie de développement à la veille de la deuxième session de la CNUCED. Il s'agit d'un programme réaliste, modeste et bien équilibré, dont ces pays espèrent qu'il contribuera à créer la volonté politique nécessaire au succès de la Conférence. L'échec de celle-ci aurait des répercussions incalculables.

30. M. SANTA MARIA (Chili) propose que le texte des déclarations faites par les représentants de l'Algérie ^{4/} et de la Yougoslavie ^{5/} soit publié in extenso.

Il en est ainsi décidé.

31. M. DIOP (Sénégal) dit que le Sénégal, un des premiers promoteurs d'un "Bandoeng économique", attache une grande importance à la prochaine session de la CNUCED. En effet, les tendances du commerce mondial sont alarmantes et la situation dans ce domaine continue de se détériorer. Ce n'est pas la capacité de développement des pays du tiers monde qui est en cause, bien au contraire. Ces pays sont de plus en plus exigeants avec eux-mêmes et les faits sont là pour le prouver. Cependant, bien que le Secrétaire général de la CNUCED n'ait ménagé aucun effort pour encourager une évolution plus favorable, aucun nouvel accord de produit n'a été conclu depuis trois ans ni aucune mesure adoptée qui permettrait aux pays en voie de développement d'élargir leurs débouchés. Les recommandations contenues dans l'Acte final de la première session de la CNUCED sont restées lettre morte. Certes, il existe des domaines (préférences, financement de stocks régulateurs, système de financement compensatoire, etc.), dans lesquels les pays développés semblent disposés à venir en aide aux pays du tiers monde. Le Danemark et les Pays-Bas viennent, quant à eux, de s'engager solennellement à affecter 1 p. 100 de leur revenu national à l'assistance aux pays en voie de développement.

^{4/} Le texte in extenso de la déclaration faite par M. Abdelaziz Bouteflika, ministre des affaires étrangères de l'Algérie, est publié sous la cote A/C.2/L.979.

^{5/} Le texte in extenso de la déclaration faite par M. Janez Stanovnik, membre du Conseil exécutif fédéral de Yougoslavie, est publié sous la cote A/C.2/L.980.

32. Toutefois, en dernière analyse, ce qui compte surtout, au-delà des palliatifs et des mesures à court terme, c'est la volonté clairement exprimée d'aider le tiers monde à briser les entraves du sous-développement. C'est précisément cette volonté qui a contribué au succès des négociations Kennedy, qui n'ont malheureusement profité qu'au "club des riches". Cependant, le dialogue qui se poursuit entre pays développés et pays en voie de développement permet d'espérer l'avènement d'un ordre commercial nouveau plus favorable au tiers monde. Au surplus, les consultations qui se déroulent à l'heure actuelle entre les divers groupements économiques en vue de dégager des positions communes sur les grands problèmes du commerce mondial font bien augurer de l'avenir. La Charte d'Alger revêt à cet égard la valeur d'un symbole. Il s'agit là en fait d'une déclaration solennelle des droits économiques du tiers monde. Les pays en voie de développement sont pleinement conscients que sa mise en œuvre requiert la bonne volonté et le concours agissant des puissances industrielles.

33. M. SWAMINATHAN (Inde) dit que dans le monde d'aujourd'hui, dont les éléments sont de plus en plus interdépendants, l'élimination du retard économique et technique des pays du tiers monde constitue la tâche la plus pressante de l'heure. La rapide reconstruction de l'Europe, au lendemain de la seconde guerre mondiale, a répondu à une préoccupation analogue. Le problème du développement est au premier chef celui des ressources. Une croissance rapide exige des investissements nettement supérieurs aux possibilités de l'épargne des pays en voie de développement. Ainsi, il a fallu près de 150 ans à certains pays européens pour sortir du sous-développement. L'essor puissant de leurs économies a permis de financer le développement de l'Amérique du Nord, dont ils ont ensuite bénéficié. Quels que soient les efforts consentis par une économie en voie de développement, son extension reste au début tributaire de l'apport massif de capitaux extérieurs, qu'il s'agisse de recettes d'exportation, de prêts publics et privés ou de revenus d'invisibles. A cet égard, les investisseurs privés escomptent des taux d'intérêt et des délais de remboursement que les pays en voie de développement ne sont pas en mesure d'accepter. Aussi ces pays ont-ils besoin d'investissements publics considérables tant dans l'infrastructure que dans les secteurs directement productifs de leur économie.

34. On a beaucoup insisté, à la première session de la CNUCED, sur la nécessité d'intensifier l'aide publique au développement et d'en améliorer les conditions et les modalités. Le représentant de l'Inde fait observer à ce propos que la stabilisation des prix et l'augmentation de la consommation des produits primaires et transformés, ainsi que l'octroi de préférences spéciales, pourraient augmenter sensiblement l'apport de ressources extérieures aux pays en voie de développement. Ces problèmes ont fait l'objet d'un examen approfondi, mais l'ampleur des réformes nécessaires ainsi que, malheureusement, l'existence de groupes de pression puissants dans les pays développés sont autant d'obstacles à une solution. M. Swaminathan exprime l'espoir que la deuxième session de la CNUCED permettra de passer de la théorie à la

pratique. Ses objectifs fondamentaux, énoncés dans la résolution 2206 (XXI) de l'Assemblée générale et réitérés dans la résolution 1266 (XLIII) du Conseil économique et social, ont été entérinés à l'unanimité par le Conseil du commerce et du développement à sa cinquième session. On a fait valoir à juste titre que, pour déterminer les questions qui appellent des mesures pratiques, il fallait tenir compte non seulement de leur importance relative, mais également de l'état d'avancement des travaux préparatoires.

35. La position et les aspirations des pays en voie de développement sont exposées en détail dans la Charte d'Alger. La délégation indienne attache, quant à elle, une importance spéciale aux recommandations concernant les produits primaires et se félicite des progrès réalisés dans les négociations sur le cacao. Pour ce qui est des produits manufacturés, des progrès très importants ont été enregistrés en matière de préférences. La déclaration faite par le Président des Etats-Unis à la réunion des chefs d'Etat américains tenue à Punta del Este en avril 1967 a soulevé, à cet égard, de grands espoirs et la deuxième session de la CNUCED devrait pouvoir régler les questions en suspens. Le Secrétaire général de la CNUCED a souligné qu'à défaut de mesures additionnelles les négociations Kennedy risquent d'aboutir à une nouvelle diminution de la part des pays en voie de développement dans le commerce mondial. Il est inutile d'insister sur l'ur-

gence de ces mesures. La question des ressources extérieures est une des plus importantes dont sera saisie la deuxième session de la CNUCED. Les organes permanents de la Conférence ont accompli un travail important dans ce domaine. Il y a lieu de mentionner à cet égard l'Exposé concerté sur les problèmes du développement adopté à l'unanimité en avril 1967 par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce^{6/}, exposé dont le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a fait l'éloge à la quarante-troisième session du Conseil économique et social.

36. L'expansion des échanges et de la coopération économique entre les pays en voie de développement peut, elle aussi, connaître des progrès considérables. En effet, le cadre qu'exige l'étude des possibilités actuelles en matière de promotion du commerce entre les pays en voie de développement a déjà été mis en place. La délégation indienne se félicite de la décision de créer un Centre commun du commerce international géré conjointement par la CNUCED et le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui permettra de mieux utiliser les ressources et l'expérience des deux organisations. Le Gouvernement indien fera pour sa part tout ce qui est en son pouvoir pour assurer le succès de la deuxième session de la CNUCED.

La séance est levée à 13 h 30.

^{6/} Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, cinquième session, Supplément No 3, annexe II.